

La mort à Ain-Defla et l'esbroufe au Conseil des ministres

A peine la célébration de l'Aïd annoncée, qu'un malheur est venu s'abattre sur le pays. Le terrorisme islamiste, dont on disait qu'il était résiduel chez nous, a choisi précisément une fête religieuse pour infliger un insoutenable démenti au régime. C'est ainsi, au prix d'une dizaine de vies ôtées à des jeunes conscrits de l'armée, qu'il parvint à déclencher un choc dans l'opinion. Laquelle ne comprend, toujours, pas pourquoi l'on persiste à maquiller la réalité des périls et de surcroît que l'on considère même les pertes humaines comme de simples «dommages collatéraux».

Toutes ces interrogations relatives au traitement à minima des nuisances du terrorisme ne s'expliquent-elles pas par le fait que le régime persiste à toujours croire que les lois sur la concorde et la réconciliation constituent le socle de sa pérennité ? C'est-à-dire à vouloir discuter de leurs limites après une longue période d'application (14 ans et 10 ans) ne revient-il pas, lui semble-t-il, à contester sa légitimité politique ? Par contre, la frayeur qu'alimentent désormais les excroissances de l'islamisme guerroyant (Aqmi et Daesh) lui ont toutefois imposé une nouvelle ligne de conduite bien loin de la surenchère dont Bouteflika lui-même fit preuve entre 1999 et 2005.

Cette prudence qui lui est édictée par les pays occidentaux fait justement qu'il se croit dans l'obligation de minimiser la toxicité du terrorisme en taisant, autant qu'il puisse ne pas en divulguer, la nature

de ses méfaits tout en enterrant, presque à la sauvette, les victimes. Et pour cause, ne faut-il pas remonter à sa première investiture pour se rappeler que l'actuel chef de l'Etat avait ramené avec lui une autre approche du «tout sécuritaire» que celle de Zeroual, son prédécesseur, qui lui avait laissé dans les tiroirs de la présidence un autre catéchisme ? Au nom d'une mystification de l'idée «d'une paix des braves», l'Etat ne fut-il pas justement sommé de mettre l'arme au pied et à capituler sans la moindre contrepartie de la part des bandes organisées ? En effaçant, par le recours aux artifices du législateur, le devoir inaliénable de l'Etat de défendre la mémoire des victimes et de maintenir l'imprescriptibilité des crimes, il décréta non seulement l'amnistie générale, mais il annonça également le primat de... l'amnésie.

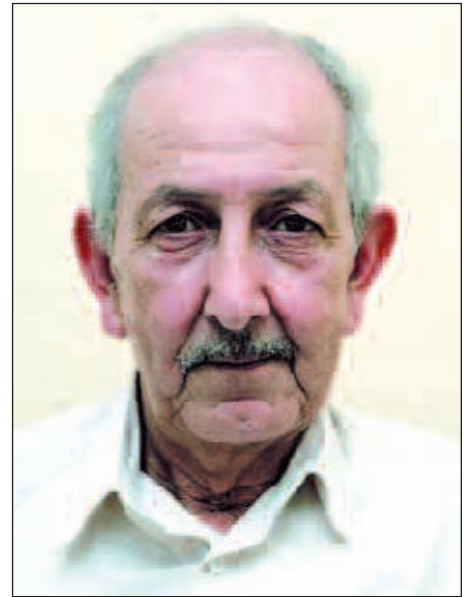
La réinsertion sans condition des éléments islamistes impliqués dans le terrorisme horrifia en son temps les consciences et en même temps inocula dans les esprits de ceux qui en bénéficièrent la possibilité d'accéder à l'impunité à tout moment. Par son refus persistant à qualifier les antécédents des maquis et des réseaux urbains de cette obéissance de «terrorisme» portant atteinte à l'Etat et à la nation, l'actuel pouvoir n'avait-il pas contribué dès 2004 à affaiblir la justice du pays ? De nos jours encore, la société paye ponctuellement une dîme du sang alors que dix années auparavant, on lui avait promis la paix sous peu. Comme quoi le grand virage vers la réconciliation,

entamé au lendemain du référendum des dupes de 2005, se révéla finalement comme le plus dramatique des dérapages politiques depuis un demi-siècle. Autrement dit, les victimes d'Ain-Defla interpellent bien plus que celles qui les ont précédées dans la mort. Elles exigent qu'elles soient vengées autrement que par des prières d'exorcistes. Or, pour que cela soit possible, il n'est d'autres recours que l'abrogation solennelle des lois, désormais scélérates, de 1999 et 2005. En clair, rompre avec les compromis ravageurs de cette époque.

Cela étant dit au sujet du terrorisme et de sa non-gestion par le pouvoir, intéressons-nous à un autre aspect de la gouvernance et des récentes décisions entérinées lors d'un rarissime Conseil des ministres présidé par Bouteflika. C'est ainsi qu'en marge de l'adoption de la loi de finances complémentaire, le communiqué officiel gratifie les journaux de la liste des nominations des walis et des «sous-walis».

Cette nouvelle classe administrative intermédiaire de commis d'Etat de circonscription est présentée comme la panacée pour pallier la sous-administration. Or, même sur un sujet sensible en termes de qualification de l'administration, l'on n'a retenu que le clinquant du saupoudrage géographique d'où les arrière-pensées politiques ne sont pas absentes. Alors que l'Algérie a besoin en 2015 d'une vaste réflexion sur la refondation des démembrements de l'Etat, l'on taille dans les territoires 17 circonscriptions pour lesquelles peu ou pas d'explications en sont données pour justifier de leurs spécificités. Qu'est-ce à dire sinon que la démultiplication des pôles de wilayas ne densifie que le maillage bureaucratique sans pour autant contribuer parallèlement à réorganiser l'espace social dont les cellules de base sont évidemment les municipalités ?

Le wilayisme administratif qui fut la bonne clé pour gérer le territoire entre 1962 et l'an 2000 n'est plus, à présent, une réponse adéquate. Ailleurs, dans les pays à tradition centralisatrice, la région, en tant qu'entité économique sociale et culturelle, a pris le pas sur le vieux schéma



Par Boubakeur Hamidechi
boubakeur.hamidechi@yahoo.fr

départemental. Or, pourquoi n'en serait-il pas de même pour une Algérie de 40 millions d'âmes ? Cela consisterait à une reconfiguration économique sociale et culturelle des données territoriales où il est possible de mutualiser les moyens et impulser un développement intégré et complémentaire. A l'inverse, ce qui se fait actuellement et se poursuit à travers le renforcement des relais de l'Etat contribue, en définitive, à l'atrophie de l'initiative locale. Il risque même de creuser des déficits culturels dus à l'esprit de la standardisation à outrance de l'administration. Hélas, le jacobinisme au rabais, qui est le nôtre, contribuera pour longtemps encore à la pétrification du génie des régions. Il est vrai que la référence à ce dernier vocable fait grincer des dents. La région, dites-vous ? Vous voulez, par conséquent, évoquer le régionalisme, n'est-ce pas... ?

B. H.

REJOIGNEZ L'ÉQUIPE DU SOIR D'ALGÉRIE
VOUS ÊTES JOURNALISTE CONFIRMÉ(E) ?
VOUS SOUHAITEZ DÉBUTER
DANS CETTE MAGNIFIQUE PROFESSION ?
Envoyez votre CV à : lesoiralgerie@yahoo.fr
Il sera exigé une maîtrise parfaite
de la langue française, le sens de l'initiative
et une disponibilité totale.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par **Hakim Laâlam**

hlaalam@gmail.com
@hakimlaalam



Ça y est ! Super-Brouette a remanié !

Si je devais noter ce remaniement sur le modèle de notation américain, j'hésiterais entre un...

...F, un C ou un E !

Abdekka a enfin rendu hommage aux militaires morts à Aïn-Defla ! C'est là que moi, je me tape le front à plusieurs reprises avec la paume de ma main consentante et je me dis : «Je le savais !» Oui ! Je savais qu'on nous cachait l'essentiel sur l'état de santé réel de notre Président chéri. Avec ce communiqué envoyé aux parents des victimes, la preuve que Abdekka va mal, que sa santé s'est détériorée est flagrante. Evidente ! Pour qu'il en soit réduit à rédiger un communiqué de condos, une première historique depuis 1999, c'est qu'il ne va pas bien du tout. J'en étais à me tordre les boyaux d'inquiétude face à cette brusque détérioration de son état de santé lorsqu'est tombé un autre communiqué. Un remaniement ministériel ! J'ai lu. J'ai entendu. J'ai relu. J'ai re-relu. Et là, par contre, une autre théorie – pas moins inquiétante que celle de maladie qui se serait aggravée – s'est immiscée insidieusement dans ma tête. Et si Abdekka n'avait rien rédigé ? Ni les condos. Ni la liste du remaniement ? Non, parce que, les amis, faut la lire la p'tite liste du gouvernement «remanié».

On ne me fera jamais croire qu'elle a été rédigée dans un bureau de la présidence. Encore moins dans une résidence médicalisée à Zeralda. Impossible ! Celle liste, elle ne peut avoir été confectionnée que dans un chantier. Et pas n'importe quel chantier ! Un chantier plein de malfaçons. Ils vont me la tuer ma tata Louisa avec une liste pareille ! Comment te dire ? Cette liste, ce n'est pas seulement le résultat des pressions de l'oligarchie. Que nenni ! C'est carrément l'œuvre de «Rab-l'oligarchie-DZ» ! Et puis, désolé, mais j'insiste sur le côté malfaçons, si caractéristique. Il trahit l'empreinte de l'auteur. T'as un mec, il était wali un jour. Il monte ministre un autre jour. Et le 3^e jour, il redescend wali. Je veux bien que le monde ait été créé en 7 jours, mais là, ce n'est plus du remaniement express, c'est littéralement de la gouvernance fast-food ! Et les concernés, tranquilles ! Ils acceptent d'être baladés en ascenseur sans se plaindre, sans même couiner des...yeux. Tata Yo-Yo à l'exécutif ! Et c'est rien à côté d'un autre mec qui a fait plus fort que Cap Canaveral, Kourou et Baïkonour réunis. Lui, il a bondi d'une maison de la culture à un ministère. Mon Dieu que sont devenues les lois de la gravitation ! On ne respecte plus rien. Moi, tout ça me donne le vertige. Tellement que j'en fume du thé et je reste éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.